la lettre anticapitaliste

NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE RENNES

N° 11 – sept. 2015

Aux larmes, citoyens !

Dans la LAK n° 10 nous annoncions notre intention de vérifier la possibilité – ou non – de parvenir à une liste regroupant celles et ceux qui se situent du côté des luttes, contre l'austérité, une liste féministe, écologiste, qui se positionne clairement contre tout accord avec le Parti Socialiste et ses alliés. Autrement dit, une liste qui offrirait la garantie absolue que pour combattre Macron, Valls, et consorts on ne va pas faire alliance avec… le ministre de la guerre (Le Drian). Nous nous sommes donc rendus à l'invitation du Rassemblement Citoyen en Bretagne (RCB), du Front de Gauche (appel de Baud), du regroupement des « Citoyens solidaires et écologistes » et de Breizhistance.

Disons-le tout net, nous n'avons – et **nous n'aurons – aucune garantie de la part du FdG quant à l'indépendance vis à vis du PS**. Obsédé par une possible alliance avec EELV - qui eux ont dit clairement qu'ils envisageaient la possibilité de gouverner la région avec les socialistes - le tandem PCF-Ensemble mène la danse: rien ne sera décidé avant l'issue du premier tour. Autant dire que **les électeurs découvrirons le 7 décembre ce qui sera fait de leur vote du 6** ! Ce sera décidé « démocratiquement », comme ils disent, entre les deux tours, par « tous les acteurs de la campagne du premier tour ». Mais quand on voit comment se déroule « démocratiquement » le débat au sein du PCF avec les élus sortants, il y a de quoi avoir quelques doutes… Ces fissures se font crevasses si l'on regarde la volte-face, en une nuit, de l'orientation du PG en Bretagne ! Le 29 août, à l'assemblée du RCB, le PG nous assure qu'il n'est pas partie prenante de l'appel de Baud, que le RCB passe avant le PG, que l'indépendance vis à vis du PS est un préalable… Le 5 septembre, à l'assemblée du FdG, tout est oublié, le PG rentre dans le rang, s'aligne, le RCB et sa démarche « citoyenne » sacrifiés. Aux « citoyens », les larmes, pour pleurer…

Nous savons d'expérience que **ces errements sur la méthode augurent mal de la fermeté sur le programme**. Ils sont justement destinés à cela: ne pas faire de préalable sur l'indépendance vis à vis du PS aujourd'hui, c'est préparer les renoncements de demain sur le programme. Que devrons-nous sacrifier ? Faudra-t-il accepter un aéroport « démocratique » à Notre Dame des Landes, une centrale nucléaire « citoyenne », un productivisme agricole « négocié », une loi Macron de plus ?

Le NPA ne mangera pas de ce pain là. Nous poursuivons les discussions avec Breizhistance, et déciderons le 27 septembre, lors d'une AG régionale du NPA, de la possibilité – ou non – d'avancer ensemble vers une liste liste anticapitaliste centrée sur les luttes et les mouvements sociaux autour d'un programme social, écologiste, féministe, se prononçant clairement pour le droit à l'autodétermination de la Bretagne pays nantais inclus."

LE NPA 35 APPELLE A LA MANIFESTATION

SAMEDI 26 SEPTEMBRE A 15H place de la MAIRIE à RENNES

http://www.anticapitaliste-35.org/APPEL-A-MANIFESTER-DU-NPA-35-LE-26.html

Pour prendre contact avec le NPA à Rennes

npa.rennes@anticapitaliste-35.org

https://www.facebook.com/pages/NPA-Rennes/

L'écologie punition

Ainsi le Préfet, la municipalité de Rennes, Rennes Métropole ont trouvé LA solution aux problèmes de qualité de l'air à Rennes: réduire la vitesse sur la rocade à 70 km/h ! On pourrait s'en féliciter mais hélas cela ne résoudra rien et surtout cela pénalisera les plus pauvres …

Explications :

Entre 2005 et 2014, la population de Rennes Métropole est passée de 444.119 personnes à 476.000 et la perspective est de 572.130 en 2030 soit 55 000 actifs supplémentaires prévus.Et ils travaillent où ? à Rennes et où résident-ils ?

Réponse de l'Insee : *La croissance de l'aire urbaine de Rennes est remarquable: + 156.000 habitants sur la période, surtout dans la couronne dont la population s'accroît de 48 %. L'étalement s'observe surtout vers le sud, jusqu'aux limites du département et désormais à 20 km (contre 60 km en 1999) de l'aire de Nantes qui, elle, s'étend vers le nord. Au cours des dernières années, ce sont les communes de proche périphérie ainsi que celles situées au-delà de 20 km qui ont enregistré les plus importants gains de population, et non la ville-centre.*

En termes de population, l'aire urbaine de Rennes occupe désormais le 11e rang national (14e en 1999) parmi les 240 grandes aires urbaines de France. En termes de superficie, Rennes atteint même la 5e place, après Paris, Lyon, Bordeaux et Toulouse.

Ils habitent de plus en plus loin … Et pourquoi s'amuser à habiter loin et faire une heure de voiture pour aller à Rennes ? Et bien le coût de l'immobilier inaccessible à Rennes et en périphérie proche dans une région où 67% des Bretons sont propriétaires de leur logement contre 53% à l'échelle nationale …

Conséquences *: Entre 1999 et 2009, l'intensité des flux a fortement évolué, notamment au sein des réseaux de Lorient/ Vannes, de Rennes ou de Nantes (respectivement + 14 %,+ 20% et + 21% pour les flux entre domicile et travail).*

On lit bien plus 20% en dix ans et autant au moins pour les 10 prochaines années. Le trafic évolue tellement vite que les axes sont saturés aux abords de Rennes…

Donc ceux qui gagnent le moins résident le plus loin, font le plus de trajet, mettent le plus de temps, dépensent le plus et vont devoir, en plus, réduire leur vitesse pour ne pas polluer les Rennais !

C'est de l'écologie punitive …

Est-ce que ces décideurs se sont posés quelques questions simples :

- Pourquoi renforcer l'attractivité des emplois sur Rennes et non ailleurs ?
- Pourquoi ne pas agir sur le foncier et l'immobilier pour faciliter l'installation au plus proche de la ville ?
- Pourquoi ne pas développer les transports en sites propres (train notamment) ? (Les réseaux ferroviaires sont saturés, sur l'axe St Malo-Rennes on refuse des voyageurs … Les trains sont trop rares, certains sont vétustes, les cadencements sont insuffisants …)
- Pourquoi continuer à développer le « tout-automobile » ?

La réponse aux questions est simple: **ce serait mener une politique d'intervention sur le marché immobilier, se serait décider des investissements collectifs, ce serait imposer des lieux d'implantation pour les activités …** Bref ce ne serait plus du capitalisme … Mais ce serait de l'écologie !

FEMINISATION...

La féminisation des textes, c'est quoi ?

Féminiser, c'est prendre le parti d'utiliser l'ensemble des possibilités offertes par la langue pour marquer le genre féminin dans un texte à chaque fois que celui-ci entend faire référence à des personnes des deux sexes. C'est donc aller à l'encontre d'une norme grammaticale multiséculaire qui, établissant une hiérarchie entre les deux genres, définit le masculin comme « neutre » et « universel » et contribue dès lors à rendre les femmes largement invisibles dans le discours social et politique, par l'absence de nomination effective et systématique.

Pourquoi féminiser ?

Le choix de féminiser les textes publiés dans la LAK (Lettre Anticapitaliste) n'est donc pas une pratique annexe par rapport aux actions politiques que nous défendons ou menons: nous pensons que la réalité des rapports sociaux de sexe, en tant que rapports de domination, doit être radicalement transformée; que la lutte pour l'émancipation passe aussi par la transformation des mentalités et des représentations liées au sexe, biologique et social, et que la langue doit être un terrain de lutte en cela qu'elle produit, structure et diffuse les représentations. La féminisation s'inscrit en cela dans la logique de nos combats féministes.

Comment féminiser un texte ?

Les rédacteurs/trices de la LAK étant nombreux/euses, vous trouverez plusieurs usages de la féminisation des textes. CertainEs chercheront à utiliser le plus de mots épicènes (*nous, les syndicalistes*). Utiliser la majuscule (*militantEs)* ou le / permet de mettre en avant cette féminisation et donc de la revendiquer. Et puis, puisque qu'une langue se doit d'être en constante évolution, certainEs camarades utilisent des termes et des mots nouveaux (*ceulles* pour celles et ceux, *illes* pour ils et elles...).

HOLLANDE ET JUNCKER AU CONGRES DE LA CES : SYMBOLE DE LA TRAHISON DE CLASSE DE CETTE CONFEDERATION.

Du 29 septembre au 02 octobre va se tenir à Paris le congrès de la Confédération Européenne des Syndicats (CES). Tout un symbole, c'est dans une Mutualité récemment privatisée que va se dérouler ce congrès qui, disons le tout de suite, ne changera pas les conditions de vie des travailleurs/euses ni remettra sur les rails le syndicalisme en Europe.

La CES, créée en 1973, regroupe aujourd'hui la plupart des syndicats européens, en France la CFDT, la CFTC, la CGT, FO et l'UNSA en sont membres. La CGT a décidé de rejoindre la CES en 1999, quittant ainsi la très stalinienne Fédération Syndicale Mondiale. Cette adhésion marquera le tournant de ce syndicat, passant d'une filiation avec le PCF à l'acceptation des règles du dialogue social ou à la remise en cause des acquis du mouvement ouvrier. Déboulonnant plus d'unE militantE.

Aujourd'hui la CES, et ses représentants dans tous les pays, accompagne la destruction des acquis sociaux, accepte le dialogue social avec le patronat et les instances gouvernementales et européennes, signe les accords de branches qui remettent en cause les conditions de travail....

Et l'ouverture de ce congrès sera animé par..... François Hollande, Jean Claude Juncker (président de la Commission Européenne) et Martin Schulz (président du Parlement européen) sans oublier Anne Hidalgo ! Alors qu'Hollande, non content d'avoir imposé la loi Macron via le 49-3, s'apprête à mettre en péril le droit et le code du travail, c'est lui qu'ont choisis les dirigeants de la CES pour inaugurer leur congrès. Et que dire de Juncker et Schulz, fossoyeurs du peuple grec.... Sans oublier que Juncker est l'ancien 1er ministre du Luxembourg qui a mis en place toute la législation fiscale du dumping social favorable aux multinationales. Pour finir tous ces beaux discours Anne Hidalgo expliquera certainement où se situe le progrès pour ces milliers de travailleurs/euses de banlieue (et bien souvent des femmes) qui devront prendre les transports en commun les dimanches désormais pour satisfaire quelques touristes et riches parisiens.

Ces gens là n'ont rien à faire dans un congrès syndical! Mais au delà de ce triste épisode c'est toute la question syndicale qui est a repenser. Où est l'intérêt des travailleurs/euses dans le compromis avec le patronat ? Où se situent les avancées sociales lors des séances de dialogue social ? QuelLE syndicaliste peut expliquer que les accords de branches protègeront mieux les salariéEs que la loi et le code du travail ?

Pour le mouvement anticapitaliste, révolutionnaire, libertaire, communiste, autogestionnaire il est grand temps de se mettre à **construire un rassemblement des syndicalistes qui pensent encore que la lutte des classes est d'actualité et que le syndicalisme est l'arme des travailleurs/euses.**

(des militantEs ont d'ors et déjà appelé à rassemblement devant la Mutu le 29/09 à 8h30)

Changeons le système, pas le climat !

Le comité rennais du Nouveau Parti Anticapitaliste vous invite à une réunion publique sur la crise climatique et écologique avec Christine Poupin, porte-parole nationale du NPA.

http://www.anticapitaliste-35.org/Changeons-le-systeme-pas-le-climat.html

La guerre permanente

Depuis 1830 (prise d'Alger), la France est en guerre... Mais la théorisation de la guerre coloniale est faite par les républicains dans le discours de J. Ferry en 1885 à la Chambre. Depuis, la République est guerrière. Ce régime politique dont on aime se gargariser (citoyen, pacte républicain ...) est avant tout une République impérialiste et militariste.

Guerre impérialiste

La fin du XIXème et le début du XXè siècle sont riches en guerre: les guerres de conquêtes de l'Empire (Indochine, Afrique, Océanie ...), la première guerre mondiale, puis les diverses opérations militaires contre les peuples colonisés: guerre en Syrie (Djebel Druze 1925), en Indochine (répression de 1930), guerre du Rif au Maroc (1921-1926)...

Suit la raclée en 1940 qui aurait du calmer les képis ... et bien non, on repart de plus belle avec l'Indochine de 1945 à 1954 et l'Algérie de 1954 à 1962... deux défaites qui ne calment pas, là encore, les adeptes de la guerre permanente. Les opérations se multiplient en Afrique et ailleurs. Dès 1948, l'armée française participe à une mission d'observation en Palestine ... Suivies par des « *missions de maintien de la paix ou d'interposition* », (Cameroun, Tchad: opération Limousin 1969-1972, Congo, Calédonie, Côte d'Ivoire). Le siècle se termine en beauté: guerre en Irak 1991, sinistre opération au Rwanda en 1994, Serbie 1995, Kosovo 1999 ...

Et le XXIè démarre en fanfare : Afghanistan (2001), Lybie en 2011, Mali, Centre Afrique... Et aujourd'hui, engagement en Irak et promesse de nouvelles interventions en Syrie ...

Quelles que soient les majorités de « gauche » ou de droite, les présidents français font la guerre !

Et les Français ? ... ils suivent ! Souvent mal informés, subissant une pression médiatique acquise à la guerre (voire en ce moment les articles et les commentaires sur la Syrie), les français approuvent les guerres. Le mouvement anti-guerre, si puissant en Allemagne ou en Europe du Nord, n'a jamais été aussi fort en France sauf dans la courte période de la guerre d'Algérie. Le consensus gauche/droite, l'absence de mobilisation des organisations syndicales sur ce sujet, la faiblesse des organisations pacifistes ou de solidarité avec les peuples colonisés a fait le reste. Pas de protestation, les mains libres pour les militaristes. Pour le plus grand profit des lobbies militaires: la France exporte des armes un peu partout dans le monde (4éme fournisseur) et doit tester ses armes pour les vendre ... Toute une partie de l'économie vit de la guerre ...

Guerre dans la rue

Ajoutons à cela une ambiance particulière à la France: la guerre dans la rue au quotidien. Les procédures d'exception du type Vigipirate (excusez du peu) sont en place depuis 30 ans !

Le plan est décidé en 1978, mis en place en 1985, permanent depuis 1995 ! Il s'inspire des législations d'exception de 1959 au moment de la guerre d'Algérie et vise surtout à maintenir un état de stress des populations. Il habitue les gens à voir l'armée partout, impactant sur sa vision (« ils nous protègent ... »), alors que son efficacité est pratiquement nulle et reconnue comme telle par tous les « spécialistes » de la lutte dite antiterroriste. Pire même, elle n'empêche absolument pas les agressions. Elles sont revenues au même niveau qu'avant le massacre de janvier. Nulle part au monde il n'y a d'équivalent. Pour un coût hallucinant: 30.000 gendarmes et policiers mobilisés et 7.000 militaires, plusieurs millions d'euros par mois (1 million par jour pour les 10.500 militaires mobilisés en janvier 2015 !).

Citons : « *la logique de cette pensée institue une forme de mise en état de guerre permanente, autorisant l'intervention du militaire dans la société, une fusion du contrôle policier de la population et des techniques militaires d'encadrement*» Mathieu Rigouste, sociologue, *Cultures et conflits*, 2007. La boucle est bouclée: la France fait la guerre à l'extérieur et la prépare, contre sa population, sur son sol. Une ambiance de guerre qui dédouane les politiques de leurs responsabilités.

Guerres impérialistes continuelles, contrôle des populations, lobbies militaristes puissants, la France n'a rien a envier aux pires régimes dictatoriaux du point de vue militaire et du contrôle des populations. Pourtant quel parti, programme traite le sujet ? Il faut reprendre le combat contre l'impérialisme, multiplier les initiatives contre la présence militaire dans la rue.

Notre hebdomadaire l'*Anticapitaliste* est disponible aux Champs Libres à Rennes, au rayon presse au rez-de-chaussé. Mais le meilleur moyen de le recevoir est de s'y abonner !
http//www.npa2009.org/node/40123"

SUIVEZ L'ACTUALITE POLITIQUE SUR LE SITE INTERNET LOCAL DU
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
http://www.anticapitaliste-35.org
https://www.facebook.com/NPA-Rennes